



HAL
open science

Master Aménagement, urbanisme et développement des territoires

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un master. Master Aménagement, urbanisme et développement des territoires. 2009, Université Lille 1 - Sciences et technologies. hceres-02040265

HAL Id: hceres-02040265

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02040265>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Evaluation des diplômes Masters – Vague D

ACADÉMIE : LILLE

Établissement : Université Lille 1 – Sciences et Technologies de Lille

Demande n° S3100016224

Domaine : Sciences, Technologies, Santé

Mention : Aménagement, urbanisme et développement des territoires.

Avis Aeres

Appréciation (A+, A, B ou C) : A+

Avis global : (sur la mention et l'offre de formation)

Le master « Aménagement, urbanisme et développement des territoires » présenté par l'Université de Lille 1 fait partie des quelques pôles français de formation et recherche en urbanisme et développement des territoires capables de rivaliser avec leurs homologues européens. Cette formation est un membre actif du réseau des instituts d'urbanisme, l'APERAU, et à ce titre, il a noué des contacts avec deux instituts d'urbanismes belges installés à Bruxelles. L'absence (apparente ou réelle ?) de partenariats du côté britannique (si on excepte la présence de 3 collègues dans une des spécialités) surprend, quand on sait le rôle de nos voisins dans le domaine de l'urbanisme et de la planification urbaine.

Cette qualité est à la fois le fruit d'une longue expérience, conduite depuis 1975, qui a pris différentes formes successives (MST puis IUP « ENVAR », 3 DESS devenus ensuite mention et spécialités de master), mais aussi d'une grande capacité à faire évoluer la formation en tenant compte des bilans régulièrement faits et de l'observation minutieuse des évolutions de la demande professionnelle. Ainsi, la nouvelle version proposée (renouvellement avec des modifications parfois importantes) comprend six spécialités, cinq en voie professionnelle et une en voie recherche. Par ailleurs, le dossier fait mention de la possible demande de création d'un ERASMUS MUNDUS avec l'université de Turin et celle de Westminster (Londres). Les flux sont suffisants pour assurer un recrutement de qualité et des effectifs satisfaisants au niveau de la mention (une centaine par année). On se doit néanmoins de souligner les faibles effectifs de deux spécialités, Eurostudies, mais de création toute récente et visant une population nécessairement plus limitée et GMT (Géographie Milieux Territoires), ce qui est plus inquiétant.

Si l'adossement au laboratoire « Territoires, Villes, Environnement et Sociétés » (EA 4019) est scientifiquement incontestable (la qualité des productions de ce laboratoire, le renom scientifique des enseignants impliqués dans ce dernier et dans le master en sont des preuves). On aurait aimé néanmoins que cet aspect soit présenté plus clairement et synthétiquement au niveau de la mention, de même que les partenariats de recherche avec d'autres laboratoires de l'Ecole d'Architecture ou de l'INRETS (Institut National de recherche sur les Transports et leur Sécurité).

Les cinq spécialités à finalité professionnelle présentent toutes un haut niveau de qualité, grâce aux modalités de formations mises en œuvre (toute la gamme est présente et utilisée au mieux), aux compétences des équipes pédagogiques et des partenariats assurant aux étudiants des possibilités de stage véritablement qualifiants. Sur ce point, on soulignera l'exigence dans toutes les spécialités d'un stage de 3 mois en 1^{ère} année et de 6 mois en 2^{ème} année. Les données portant sur l'insertion professionnelle, fournies par l'Observatoire des Formations et de l'Insertion de l'université Lille 1, attestent de la pertinence et de l'efficacité de la formation donnée, les résultats étant excellents pour toutes les spécialités.

On soulignera que tous les étudiants inscrits en voie professionnelle et qui envisageraient une poursuite en doctorat peuvent s'y préparer par une initiation à la recherche qui est facultative. On aurait pu néanmoins souhaiter que la réflexion ait été un peu plus poussée, afin d'aller vers un master indifférencié, ce qui aurait permis de lever l'hypothèque du maintien d'une spécialité recherche connaissant de sérieuses difficultés (c'est le seul vrai point faible du dossier et très honnêtement souligné par les rédacteurs du dossier) et de conduire un nombre plus élevé d'étudiants vers le doctorat. En effet, dans ce domaine en particulier, la distinction voie professionnelle-voie



recherche a largement perdu de son sens, le développement des bourses CIFRE devant accompagner cette mutation qui donne sa pleine signification au concept de master.

En conclusion, une excellente formation à vocation professionnelle dominante (près de 2000 étudiants formés en guère plus de 30 ans et qui constituent un très utile réseau pour la formation et le devenir des nouveaux diplômés). Tout en étant fortement articulé avec la recherche, ce qui est le fondement même d'un master, il présente des résultats le plus souvent excellents en termes de placement des diplômés. Les quelques remarques de détail faites ci-dessous, tout comme les quelques fragilités apparaissant dans certaines spécialités voire la seule grave faiblesse soulignée, ne remettent pas fondamentalement en cause la grande qualité de ce diplôme. Un dossier plus clair aurait pu encore mieux valoriser cette formation.

- Points forts :
 - Une très bonne adaptation aux demandes d'un milieu professionnel de mieux en mieux structuré et donc de plus en plus exigeant.
 - L'organisation de la formation (pluridisciplinarité, présence d'enseignements techniques, ateliers, stages longs, mémoires) répond bien aux exigences formulées par l'Office Professionnel de Qualification des Urbanistes et à celles formulées pour l'accès au concours d'ingénieur territorial.
 - Une véritable organisation en master avec une très bonne intégration entre la L3 spécifique et le master. Une organisation judicieuse de la 1^{ère} année en deux parcours, des procédures internes d'orientation, des modalités de sélection précises et rigoureuses soulignent les efforts faits pour renforcer encore la qualité de la formation. La lisibilité de l'organisation laisse cependant à désirer.
 - Une équipe pédagogique très solide qui associe des universitaires reconnus tant au plan de la recherche que dans les milieux professionnels et des intervenants professionnels de haut niveau (même si leur rôle en tant qu'acteurs principaux de la formation devrait être accru).
 - Une bonne insertion des diplômés, la large palette de spécialités permettant de couvrir les besoins diversifiés formulés par les professionnels et les décideurs que sont aujourd'hui majoritairement les collectivités territoriales.

- Points faibles :
 - Le maintien de la spécialité « Géographie, milieux et territoires » qui est peu attractive (une dizaine d'étudiants) et ne conduit pas véritablement à la recherche (très peu d'inscrits en thèse), le devenir des diplômés n'étant pas, par ailleurs, précisé.
 - Absence d'évaluation des enseignements par les étudiants (probable oubli car MST, IUP et autres DESS ont toujours pratiqué ce genre de démarche).

Avis par spécialité

Ville et projets

- Appréciation (A+, A, B ou C) : A+

Cette spécialité issue d'un DESS du même nom articulé sur l'ancien IUP ENVAR, correspond parfaitement aux exigences formulées par les milieux professionnels de l'urbanisme. Forte d'une trentaine d'étudiants, elle joue un rôle important dans l'organisation de la mention, mais aussi dans la structuration des formations de géographie et d'aménagement à Lille (Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de Lille, I.A.U.L). C'est un des éléments essentiels du pôle de compétence lillois en matière d'urbanisme et d'aménagement. Elle fait intervenir comme partenaires principaux, l'Ecole d'Architecture et des Paysages de Lille, l'INRETS et le CNFPT. L'introduction en 2008 de l'option Politique et ingénierie foncière à la demande des collectivités locales (via le CNFPT -Centre National de la fonction publique territoriale) et de l'EPF (Etablissement Public Foncier) du Nord-Pas-de-Calais montre l'attention permanente des universitaires lillois vis-à-vis de la demande sociale et leur souci de former les cadres qui ont à prendre en charge à la fois le remodelage foncier (friches industrielles ou militaires) et la maîtrise de la consommation foncière liée à une périurbanisation croissante. Tout aussi justifiée est l'option « Réseau, Accessibilité, Déplacement » (RESAD) mise en place en collaboration avec l'INRETS, dont la pertinence est renforcée par le pôle de compétitivité régional I-trans sur le transport ferroviaire.

- Points forts :
 - Adéquation parfaite entre formation et les besoins des milieux professionnels et avec un constant souci de l'excellence.



- Organisation pédagogique parfaitement adaptée avec un parcours ENVAR en 1^{ère} année qui donne les pré-requis nécessaires à la poursuite en spécialité ; le poids respectif des différents types d'enseignement est judicieux, la culture de projet largement présente.
 - D'excellents résultats en termes d'insertion professionnelle.
 - Une bonne articulation (même si mal présentée) avec les programmes de recherches du laboratoire.
- Points faibles :
 - Le dossier pourrait être plus explicite sur la nature des options proposées en 2^{ème} année (ouvertes à tous ou bien parcours autonomes et en ce cas on pourrait s'interroger sur l'existence de trois parcours différents pour une trentaine d'étudiants suivant la spécialité ? De plus, l'articulation urbanisme-transport étant aujourd'hui au cœur des problématiques d'aménagement urbain, on comprendrait mal que ces options s'excluent mutuellement.
 - Recommandations :

Il conviendrait de :

- Renforcer le rôle des intervenants professionnels et des enseignants-chercheurs en provenance des établissements partenaires en tant qu'acteurs principaux de la formation.
- Réfléchir aux moyens à rassembler pour une évolution des options en plusieurs spécialités, dans le cadre d'une habilitation à moyen terme.
- Trouver pour cette spécialité un nom qui en précise mieux les objectifs et contenus.
- Développer plus encore la dimension internationale.

Eurostudies

- Appréciation (A+, A, B ou C) : A

Cette spécialité ouverte en 2007 (European Studies for Territorial and Urban Development) a pour vocation d'affirmer l'ancrage européen des formations lilloises du domaine. Cette spécialité est conduite en partenariat avec l'Institut d'Etudes Politiques de Lille et s'appuie sur des partenaires professionnels comme l'administration d'Interreg pour l'Europe du Nord-Ouest et l'Agence de Développement et Urbanisme de Lille. Les enseignements, bilingues, portent sur la métropolisation et sur les politiques urbaines. La réflexion sur les débouchés a conduit à une stratégie pertinente : stages à l'étranger, présence dans la formation de deux porteurs de projet Interreg. On a là une expérience très intéressante pour transformer en véritables débouchés la réflexion sur le concept de « transfrontalier ». C'est aussi un des très rares diplômes visant à former, dans ce domaine, au management européen.

- Points forts :
 - L'objectif même de cette spécialité et son originalité.
 - La stratégie mise en œuvre pour assurer des débouchés aux diplômés.
 - Les partenariats.
 - Le bilinguisme de la formation.
- Point faible :
 - Une attractivité vraiment faible.
- Recommandations :
 - Développer l'attractivité de cette formation, peut-être en lui adossant (comme suggéré dans le dossier) le projet de master ERASMUS MUNDUS.
 - Renforcer l'implication d'universitaires étrangers ou de professionnels intervenants dans divers pays européens.
 - Bien surveiller l'adéquation entre la formation et les débouchés.



Environnement Conception des projets Développement des Territoires (ECODEV)

- Appréciation (A+, A, B ou C) : A

Cette spécialité issue d'un DESS ouvert au début des années 1990 a été remaniée, afin de mieux aider les étudiants à s'orienter vers les différents métiers du secteur. Ainsi désormais, la spécialité est déclinée en 3 parcours, Ingénierie sociale de l'environnement, Montage de projets et éco-territoires et enfin Systèmes d'Information Géographique (SIG) pour l'environnement. Le bien fondé de cette spécialité, positionnée à l'articulation des sciences de la vie et des sciences sociales, comme la qualité de la mise en œuvre ne soulèvent guère de remarques sinon positives. On doit néanmoins s'interroger sur la faisabilité des 3 parcours au regard des effectifs inscrits des dernières années, mais aussi en terme de cohérence de la formation et au-delà sur l'évolution des futurs débouchés.

- Points forts :
 - La qualité intrinsèque de la formation donnée et de l'organisation pédagogique (atelier, stage long...).
 - Un tronc commun qui donne à tous les étudiants une culture commune sur le développement territorial et la mutualisation en M1 à travers le parcours ENVAR.
 - L'expérience accumulée par les équipes pédagogiques et leur professionnalisme.
 - La bonne insertion actuelle des diplômés.
- Points faibles :
 - L'existence de 3 parcours bien différenciés pour une vingtaine d'étudiants.
 - Le fonctionnement même des options soulève quelques questions de cohérence dans le choix des enseignements.
 - Le risque d'une hyperspécialisation (et d'une dérive vers l'ingénierie pure), alors que justement la valeur ajoutée des diplômés issus de ce type de formation est d'être plutôt des généralistes.
 - La présence d'une option spécifique SIG est discutable.
- Recommandations :
 - Envisager un regroupement des options ou à tout le moins, une réorganisation de certains enseignements (pourquoi les étudiants de l'option « ingénierie sociale de l'environnement » ne sont pas formés au SIG et pourquoi ceux de « montage de projets et écoterritoires » ne bénéficient pas du cours sur l'évaluation environnementale des projets politiques?). Cette tendance au morcellement est probablement à relier, à la richesse en compétences des équipes pédagogiques, une richesse qui n'est pas toujours facile à structurer.
 - Travailler sur l'intitulé de la spécialité qui est une série de mots clefs, dont on perçoit mal la signification en première lecture.
 - Etre très attentif au devenir futur des diplômés, dans un secteur où les concurrences sont fortes.
 - Développer les articulations avec d'autres spécialités (Tourisme, CAD).

Construction et Aménagement Durable (CAD)

- Appréciation (A+, A, B ou C) : A

Gérée par Polytech Lille, cette spécialité vise à appréhender le système urbain et ses interactions à partir des ouvrages et réseaux techniques urbains, dans une perspective de gestion durable des équipements ; elle rejoint donc le concept d'éco-quartiers en plein développement en Europe. Elle est une des très rares formations françaises, (avec la spécialité MOBAT du master de Grenoble) à s'intéresser à la question de la construction durable. Son rattachement à la mention est très cohérent, car elle bénéficie ainsi d'un environnement très favorable au plan de l'urbanisme ; dans l'autre sens elle apporte une dimension technique très utile aux urbanistes. L'insertion professionnelle est très bonne.

- Points forts :
 - Un très bon positionnement dans un domaine où les formations sont rares.
 - La collaboration avec Polytech et la présence d'enseignants de l'INRETS.
 - Le professionnalisme de la formation.



- Points faibles :
 - La baisse des effectifs en 2008 : est-elle circonstancielle ou bien le signe d'une perte d'attractivité (concurrence des autres spécialités) ?
 - Le peu de place laissée aux spécialistes ayant un profil « construction » au niveau des responsables d'UE.
- Recommandations :
 - Se fixer des objectifs réalistes en terme d'effectifs, pour cette spécialité qui sera certainement la plus concernée par le retournement du marché immobilier.
 - Promouvoir la formation auprès du réseau des Polytech.
 - Conforter le croisement avec des problématiques d'aménagement (agglomération, région urbaine, environnement), à travers des enseignements ou des exercices permettant un métissage avec des étudiants et enseignants d'autres spécialités (notamment Villes et projet et ECODEV)

Aménagement touristique et valorisation des sites

- Appréciation (A+, A, B ou C) : B

C'est la spécialité la plus profondément transformée lors de cette campagne d'habilitation. La spécialité « Tourisme, Loisir et Sport » de l'ancien master (qui avait pris la succession du DESS EURETOS ouvert en 1990) est désormais déclinée de manière plus explicite dans une démarche de projet d'aménagement ; ces projets pouvant concerner, tant des espaces touristiques en mutation, que des espaces où les enjeux touristiques sont apparus récemment, voire très récemment comme la région Nord-Pas-de-Calais. Les dimensions que sont la stratégie qualité des aménagements de leur management, la prise en compte des problématiques du développement durable sont au cœur de la formation. Ces évolutions dans la formation découlent largement de l'analyse des emplois occupés par les diplômés issus des formations antérieures. La place croissante prise par le secteur privé dans les débouchés a conduit à renforcer la formation en management de projet, comptabilité et acteurs financiers, droit de l'entreprise. On peut donc s'étonner qu'il soit fait allusion, parmi les débouchés éventuels au concours d'ingénieur territorial, dont les exigences sont assez éloignées des compétences développées dans cette spécialité. Si jusque là l'insertion des diplômés lillois était plutôt bonne, la multiplication au plan national des formations dans ce domaine, le fait que la majorité des emplois se situe au niveau Licence Professionnelle plus que master, peut expliquer (sinon justifier) des effectifs un peu faibles.

Cette spécialité est aujourd'hui fragilisée ; la prochaine période quadriennale va donc être cruciale pour son avenir à moyen terme.

- Points forts :
 - Un bon équilibre entre les enseignements pluridisciplinaires (sociologie, géographie, marketing stratégique, management et gestion) et les aspects professionnalisants (conduite de projet, atelier, stage et mémoire).
 - Une équipe pédagogique où dominant les géographes enrichie par de très bons intervenants professionnels. On peut néanmoins s'inquiéter de la réduction de la taille de cette équipe au plan des enseignants-chercheurs statutaires.
- Points faibles :
 - Le tassement du recrutement, mais les modifications importantes apportées à cette spécialité peuvent laisser espérer un regain d'attractivité.
 - Une réflexion encore inachevée sur l'évolution de cette formation qui reste encore moyennement intégrée dans la mention.
- Recommandations :
 - Renforcer le caractère professionnalisant de la formation qui se situe dans un secteur très concurrentiel et où les universités sont loin d'être seules : élargir l'équipe enseignante à des aménageurs, notamment par le biais d'enseignements au montage et à la conduite de projets, mais aussi en jouant la mutualisation avec d'autres spécialités sur le développement durable.
 - Mieux expliciter les débouchés professionnels et les faire valider par les milieux professionnels.

Géographie Milieux Territoires

- Appréciation (A+, A, B ou C) : C

Cette spécialité introduite, dans l'offre de formation lors du passage au LMD en 2004, comme une filière de recherche est celle qui soulève le plus de questions, questions suffisamment importantes pour que l'on s'interroge sur son maintien à terme. Dénommée initialement « Hommes, Villes, Territoire » (comme le laboratoire d'appui initial), elle a du évoluer en cours de contrat pour tenir compte des mutations concernant les laboratoires lillois et la création en 2006 du laboratoire « Territoire, Ville, Environnement et Société » (T.V.E.S.). Elle a la double particularité d'être la seule spécialité à finalité recherche et d'être la seule centrée sur la géographie, alors que toutes les autres sont à finalité professionnelle et centrées sur l'aménagement/urbanisme (même si bien évidemment les collègues de 23° section du CNU y sont très actifs). De ce fait, malgré la mise en commun de certains enseignements dits d'approfondissement, avec les spécialités d'aménagement, l'insistance portée sur la théorie, les méthodes et l'exercice du mémoire préparatoire à l'entrée en doctorat, aboutissent de fait à un certain isolement. Ce dernier ne serait pas dommageable en soi, si l'attractivité de la formation n'était faible (une petite dizaine d'inscrits) et surtout si les diplômés poursuivaient en thèse, ce qui est trop rarement le cas. Comme par ailleurs, il nous est dit peu de choses sur le devenir des diplômés non inscrits en thèse, le bilan actuel est fort négatif. Il est tout à l'honneur des responsables de la spécialité, comme de la mention de ne pas avoir cherché à masquer cette réalité et d'avoir réfléchi à la manière de relancer cette spécialité recherche. Les pistes explorées et mises en œuvre dans le dossier portent, à la fois sur la nécessité de doter cette spécialité d'une identité forte du côté des sciences géographiques et de montrer aux étudiants que la voie recherche est aussi un voie d'insertion professionnelle différée (après le doctorat qui est aussi un diplôme professionnalisant). S'il est prévu que des étudiants inscrits dans les spécialités professionnelles puissent suivre des éléments de la spécialité « recherche » s'ils envisagent de poursuivre en doctorat, l'inverse ne semble malheureusement pas envisagé.

Il en ressort donc l'impression que si le diagnostic porté est bon, le traitement proposé risque d'être encore très insuffisant pour assurer la guérison. On se doit aussi de souligner que la difficulté à faire évoluer les DEA, devenus masters voie recherche, n'est pas propre à cette seule université.

On comprend aussi que la disparition, de fait, de la géographie comme discipline éponyme du master soulève beaucoup de questions à nos collègues lillois, au-delà de leur attachement, justifié, au nom même de la discipline. Le mot géographie ayant déjà disparu de nombreux libellés de masters (il suffit de naviguer sur le net pour le percevoir), cela pose clairement la question de la lisibilité des licences mention géographie, puisque l'articulation avec les masters n'est alors plus perceptible, pour un lycéen intéressé par ce champ disciplinaire. Dans une phase de baisse rapide des effectifs (au plan national) en licence de géographie, il conviendrait probablement de laisser un peu de temps aux équipes lilloises, pour continuer leur réflexion sur l'évolution de la dimension recherche de la mention. La note C est là pour souligner la nécessité absolue d'accélérer le traitement de cette question, non pour suggérer qu'elle soit réglée par une mesure radicale immédiate.

- Points forts :
 - Une formation très (trop) classique en géographie avec une bonne initiation à la méthodologie de recherche.
 - Une équipe pédagogique de bon niveau scientifique.
- Points faibles :
 - Effectifs réduits et surtout peu de poursuite en doctorat.
 - Absence d'informations sur le devenir des autres diplômés.
 - Bien fondé d'une spécialité exclusivement en recherche soumise à la concurrence interne de cinq spécialités professionnelles dont certaines ont une notoriété nationale voire européenne.
- Recommandations :
 - Il conviendrait à terme d'abandonner cette spécialité et en compensation, mettre en place un ou des modules d'initiation à la recherche pouvant compléter les spécialités professionnelles, afin d'alimenter le doctorat à partir d'un vivier plus large et plus sélectif.
 - A tout le moins, il semblerait nécessaire de donner aux étudiants inscrits dans cette spécialité et qui ne manifesteraient pas le souhait de poursuivre en thèse, le moyen de compléter leur formation via des éléments de formation pris dans les spécialités professionnelles aussi bien en M1 qu'en M2. Un suivi de ces étudiants est absolument nécessaire après leur sortie de formation.



Commentaire et recommandations

- Poursuivre, voire accélérer, l'évolution pour proposer une mention « indifférenciée », afin d'élargir le recrutement de très bons étudiants pour le doctorat et trouver une solution « par le haut » pour l'unique spécialité en difficulté.
- Veiller à ce que le projet de spécialité « ERASMUS-MUNDUS » renforce la spécialité « Eurostudies », dont l'attractivité est fragile.
- Mettre en place l'évaluation des enseignements (ou la faire clairement figurer dans le dossier, si elle existe).
- Renforcer et généraliser la formation en anglais.
- S'interroger plus au fond sur l'existence de certaines spécialités, aujourd'hui fragilisées.
- Renforcer les articulations entre enseignements des différentes spécialités, afin de donner aux diplômés un bagage commun plus développé qui soit la « marque de fabrique » (et de qualité) du master lillois.